



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ

Observatoire « loi Sapin » Les principaux résultats de l'enquête données 2021

Réunion de présentation du 12 sept 2024 à la FNCCR

Présentateurs:

Marine Colon, AgroParisTech / UMR G-EAU

Cédric Duchesne, Cabinet A Propos

Avec les contributions de :

Francine Audouy, AgroParisTech / UMR G-EAU,

Frédéric Bonnet, Synthéa Recherche, Naji Mrad, Najmatic



Plan de la présentation

Enquête 2021 : les principaux résultats

1. Présentation de l'échantillon analysé
2. Evolution de la rémunération des délégataires et impact sur le prix de l'eau
3. Evolution de la durée et du contenu des contrats
4. Evolution de la concurrence
5. Déroulement des procédures et assistance conseil

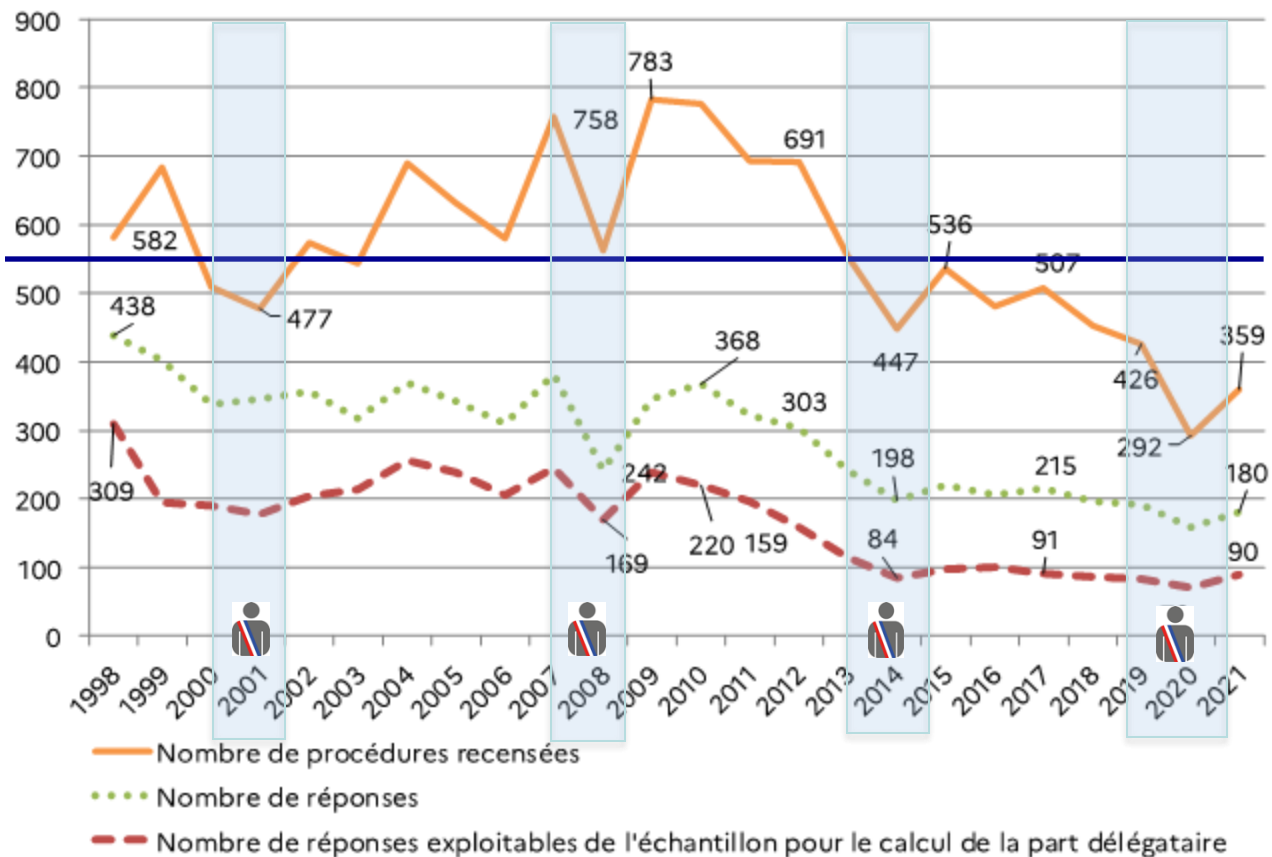
Enquête 2022 : les premiers résultats



1. Enquête 2021 : l'échantillon (1/6)

Un nombre de procédures recensées* en dessous de la valeur moyenne (1998-2021).

Moyenne : 566



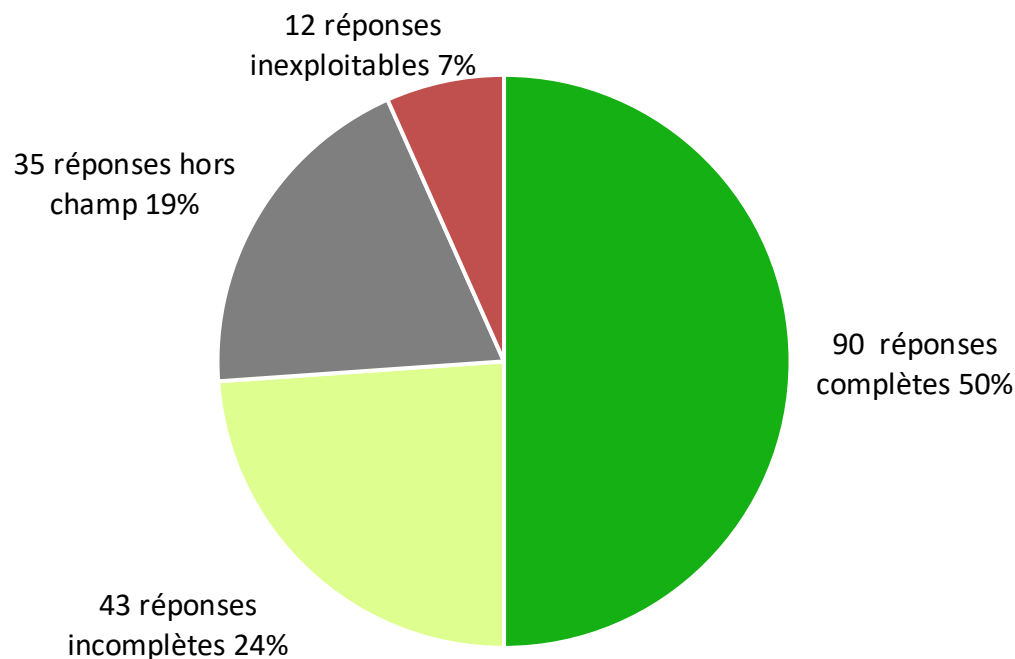
Elections municipales

* pour les services d'eau potable et d'assainissement collectif (hors ANC)



1. Enquête 2021 / l'échantillon (2/6)

Un taux de retour de 50% : + 5 points par rapport à 2019
pour les services d'eau potable et d'assainissement collectif



Pour les services
d'assainissement non collectif :
13 procédures recensées
5 réponses exploitables
insuffisant pour l'analyse

Classement des 180 réponses reçues
par rapport au 359 procédures recensées



1. Enquête 2021 : l'échantillon (3/6)

Les procédures pour des contrats multiservices : un choix pour des EPCI mais aussi des communes.

2,5% du nombre total de procédures (3% en 2020)



9 procédures (dont 7 exploitables) pour des contrats multiservices eau potable et assainissement collectif ont été lancées par :

- 1 métropole
- 1 communauté d'agglomération
- 2 syndicats
- 5 communes

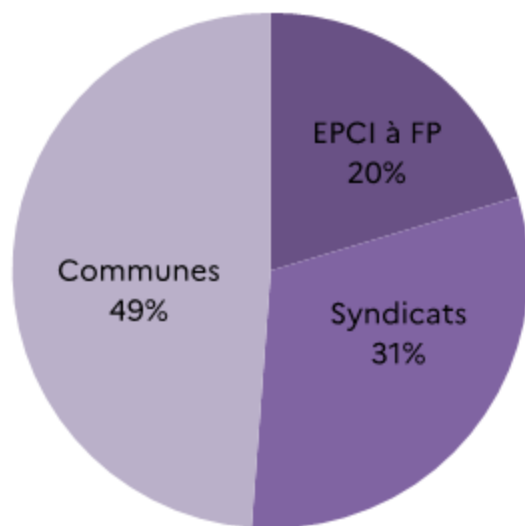


1. Enquête 2021 : l'échantillon (4/6)

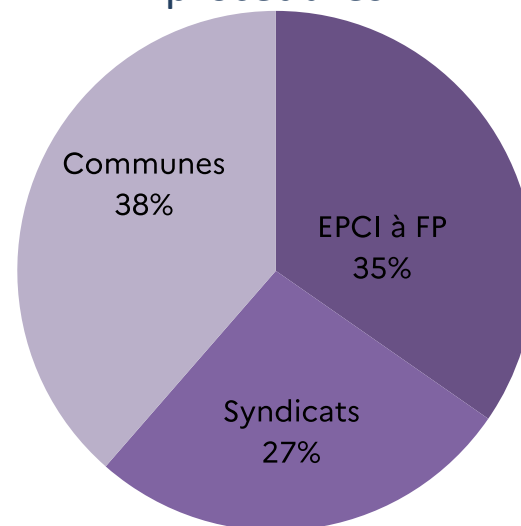
- 6% des services d'eau et d'assainissement délégués ont lancé une procédure en 2021
- Parmi les services qui ont lancé une procédure DSP en 2021, les communes et les syndicats se sont davantage mobilisés pour répondre que les EPCI à FP.

Répartition des procédures lancées en 2021 par type de collectivité

Au sein de l'échantillon



Sur l'ensemble des procédures

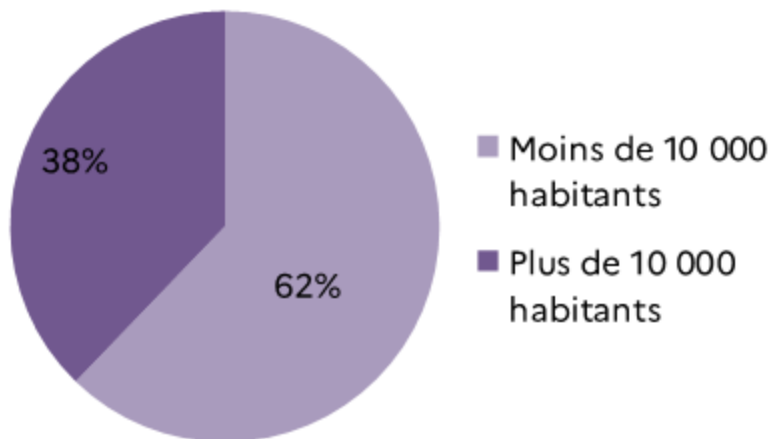




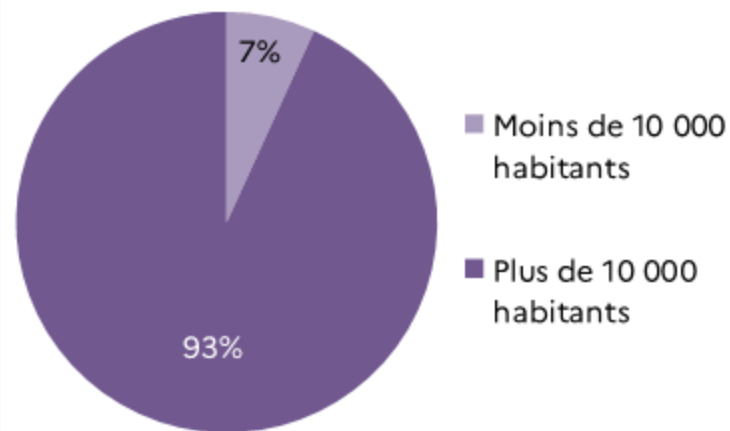
1. Enquête 2021 : l'échantillon (5/6)

Une influence importante des gros services dans l'analyse des prix moyens pondérés par le volume.
(concerne 89 procédures)

Répartition des procédures selon la taille de service (population desservie)



Répartition des procédures selon les volumes facturés par taille de service

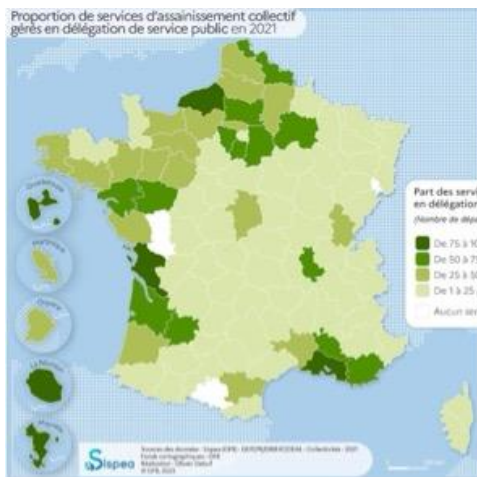


Particularité de l'échantillon 2021 : 1 métropole de 1,2 millions d'habitants qui pèse 71% des volumes facturés par l'ensemble des services, cas traité à part

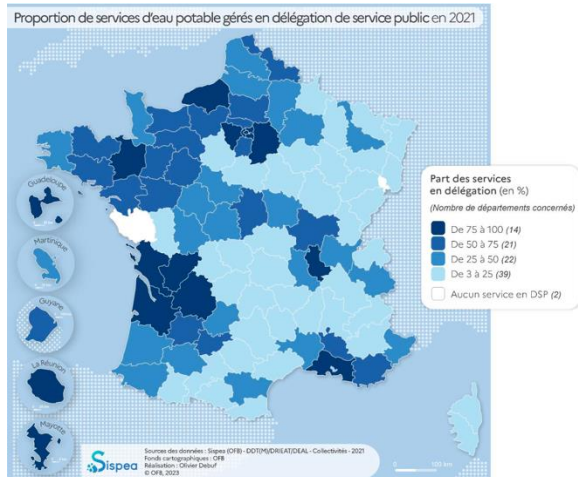


1. Enquête 2021 : l'échantillon (6/6)

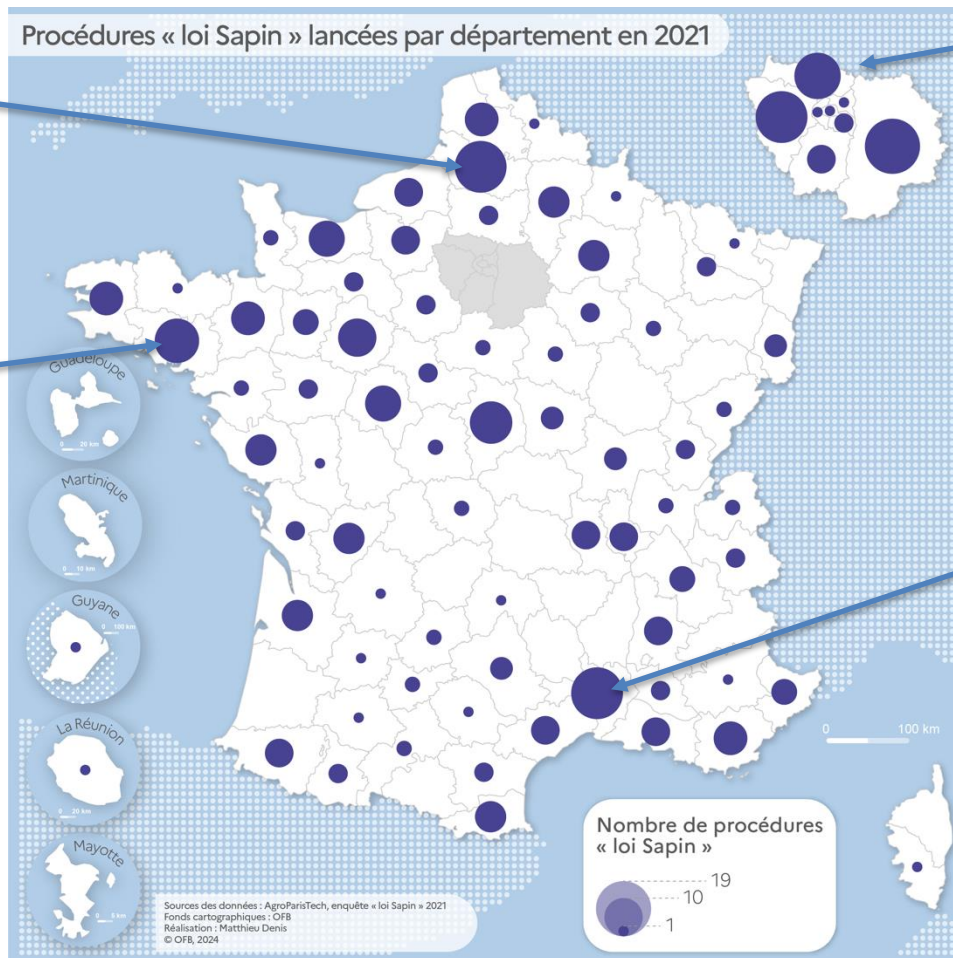
Une répartition des procédures par département en relation avec la concentration de services en DSP.



Carte des services d'assainissement en DSP (Rapport SISPEA données 2021, p 38)



Carte des services d'eau potable en DSP (Rapport SISPEA données 2021, p 28)



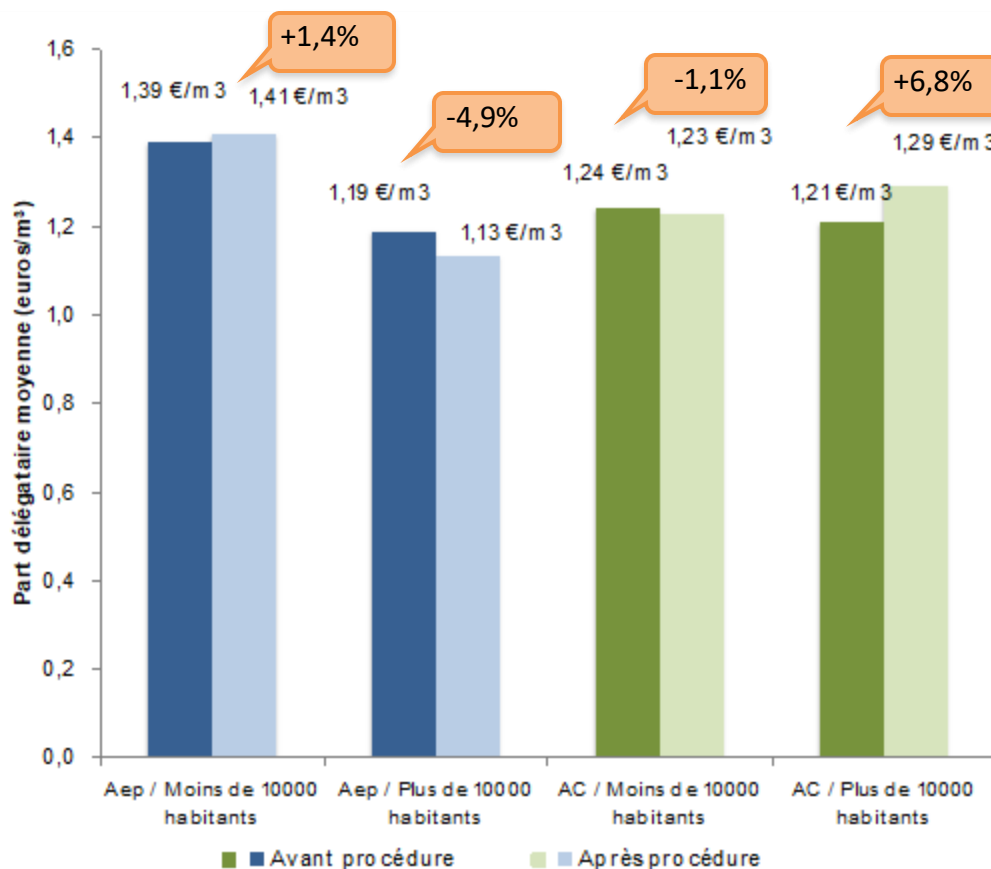
Seine et Marne
Yvelines
Val d'Oise

Gard

2. Enquête 2021 : la rémunération des délégataires (1/3)

Baisse moyenne de la rémunération moyenne des délégataires, des hausses en moyenne pour les petits services d'eau et les gros services d'assainissement.

méthode « Recettes / Volumes »
moyenne pondérée au volume facturé



Baisse en moyenne de 0,8%

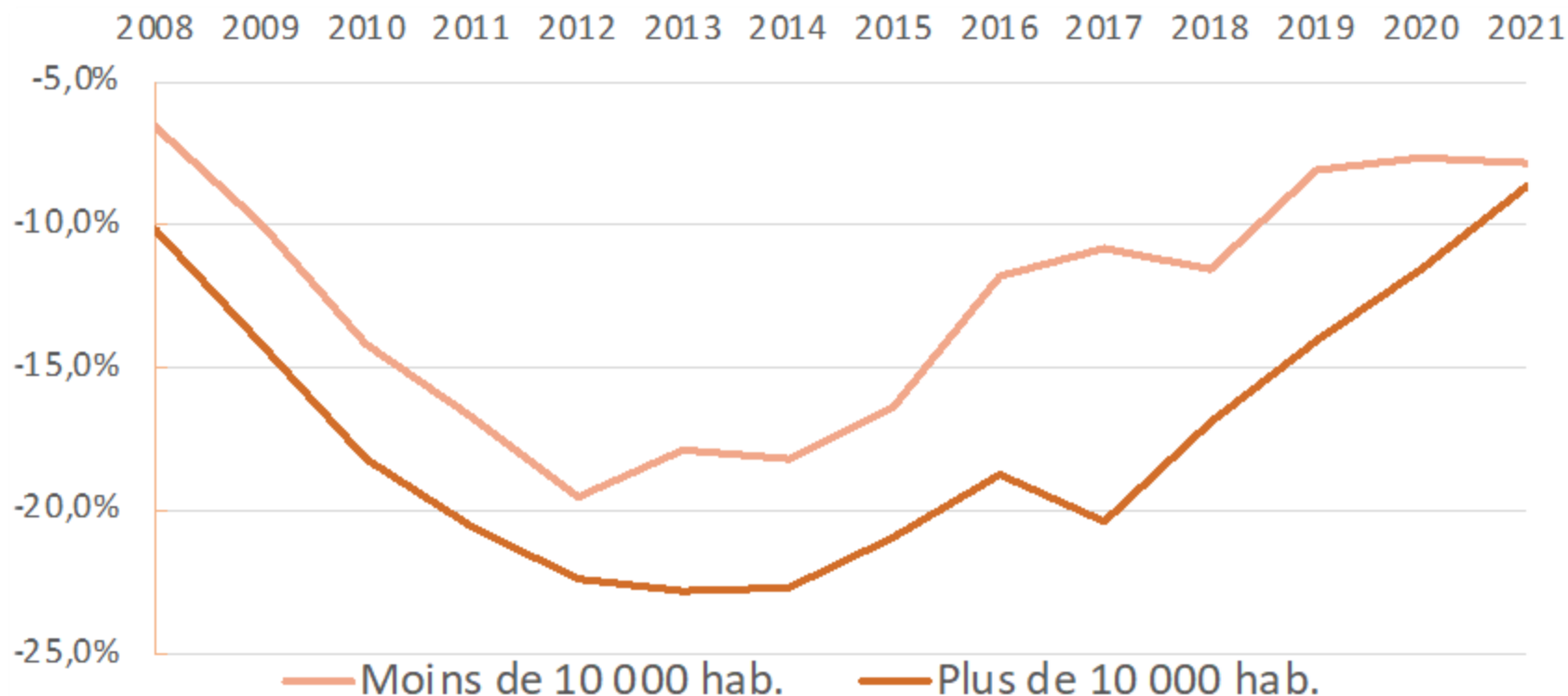
Nombre de services	29	19	27	14
Vol. facturé (Mm ³)	4,8 Mm ³	38,3 Mm ³	3,4 Mm ³	16,2 Mm ³



2. Enquête 2021 : la rémunération des délégataires (2/3)

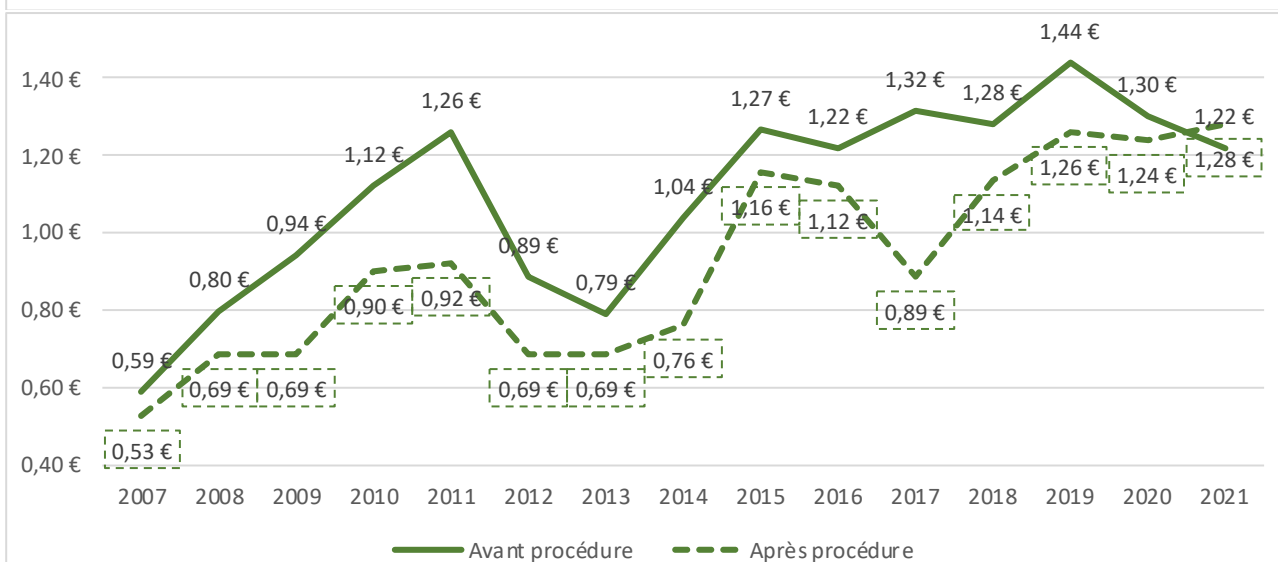
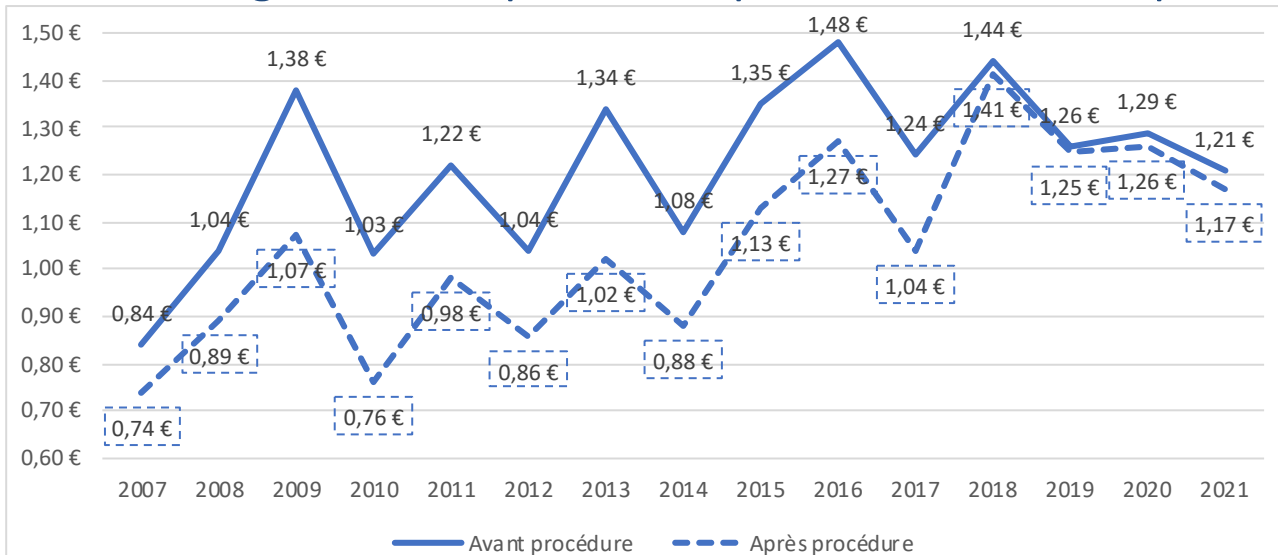
Une baisse plus marquée pour les services de plus de 10 000 habitants - des baisses de moins en moins importantes

Évolution de la part délégataire moyenne (eau et assainissement)
Moyenne glissante sur 5 ans



2. Enquête 2021 : la rémunération des délégataires (3/3)

Des parts délégataires moyennes avant procédures basses, des parts en légère baisse pour l'eau potable, en hausse pour l'assainissement





2. Enquête 2021 : la facture 120 m³ (1/2)

Les collectivités tendent à augmenter leur part en cas de baisse de la part délégataire, et à ne pas la modifier en cas de hausse (sur 59 services)

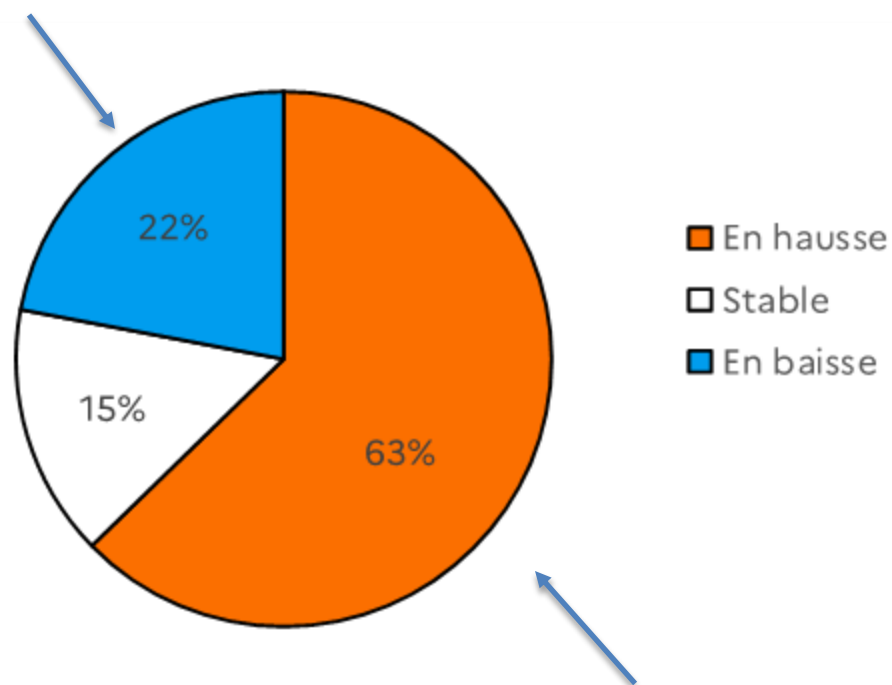
		Part délégataire			Total
		En hausse	Stable	En baisse	
Part collectivité	En hausse	8 2,2 millions de m ³	0 0 millions de m ³	13 13,8 millions de m ³	21 16 millions de m ³
	Stable	21 5,4 millions de m ³	1 0,2 millions de m ³	7 1,5 millions de m ³	29 7,1 millions de m ³
	En baisse	4 0,8 millions de m ³	1 0,2 m ³	4 4,3 millions de m ³	9 5,3 millions de m ³
	Total	33 8,4 millions de m ³	2 0,4 millions de m ³	24 19,6 millions de m ³	59 28,4 millions de m ³



2. Enquête 2021 : la facture 120 m³ (2/2)

L'évolution de la facture 120 m³ part délégataire + collectivité

La baisse concerne env. 52 000 abonnés.



Chiffres similaires à l'année 2020

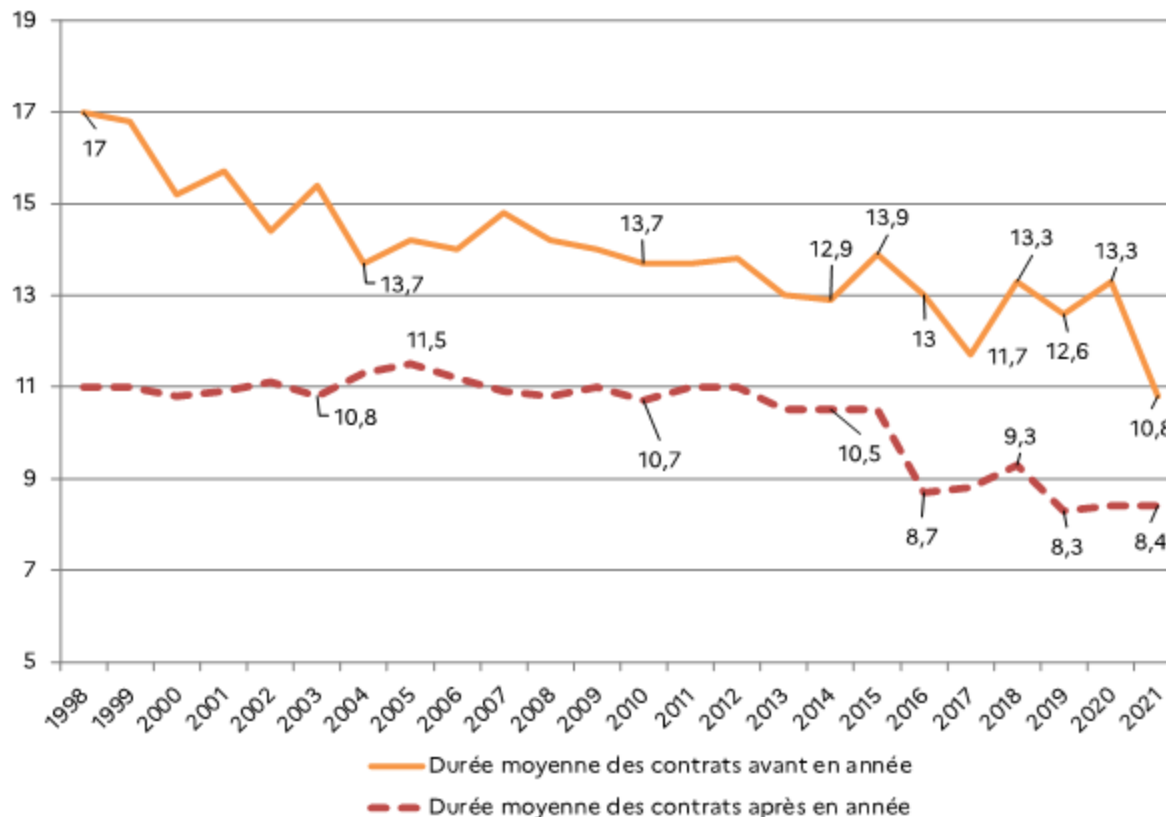
La hausse concerne env. 148 000 abonnés.



3. Enquête 2021 : durée des contrats (1/3)

Une durée des contrats en baisse dans les nouveaux contrats, plus marquée pour les EPCI-FP.

Évolution de la durée moyenne des contrats, avant et après procédure



de 4 à 20 ans
(3 contrats de 20 ans)

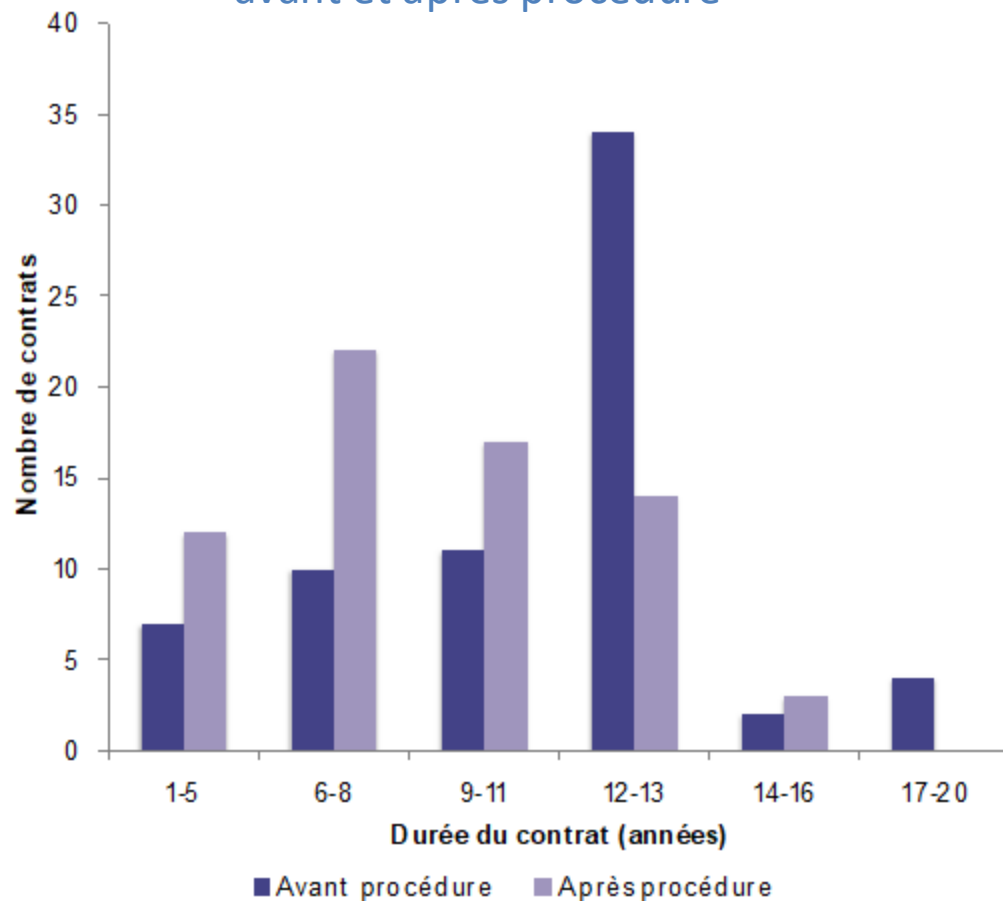
de 1 à 15 ans
(2 contrats eau potable de 15 ans et 1 assainissement)



3. Enquête 2021 : durée des contrats (2/3)

La population des contrats de plus de 12 ans diminue, plus de nouveau contrat de plus de 15 ans.

Répartition des services selon la durée du contrat
avant et après procédure



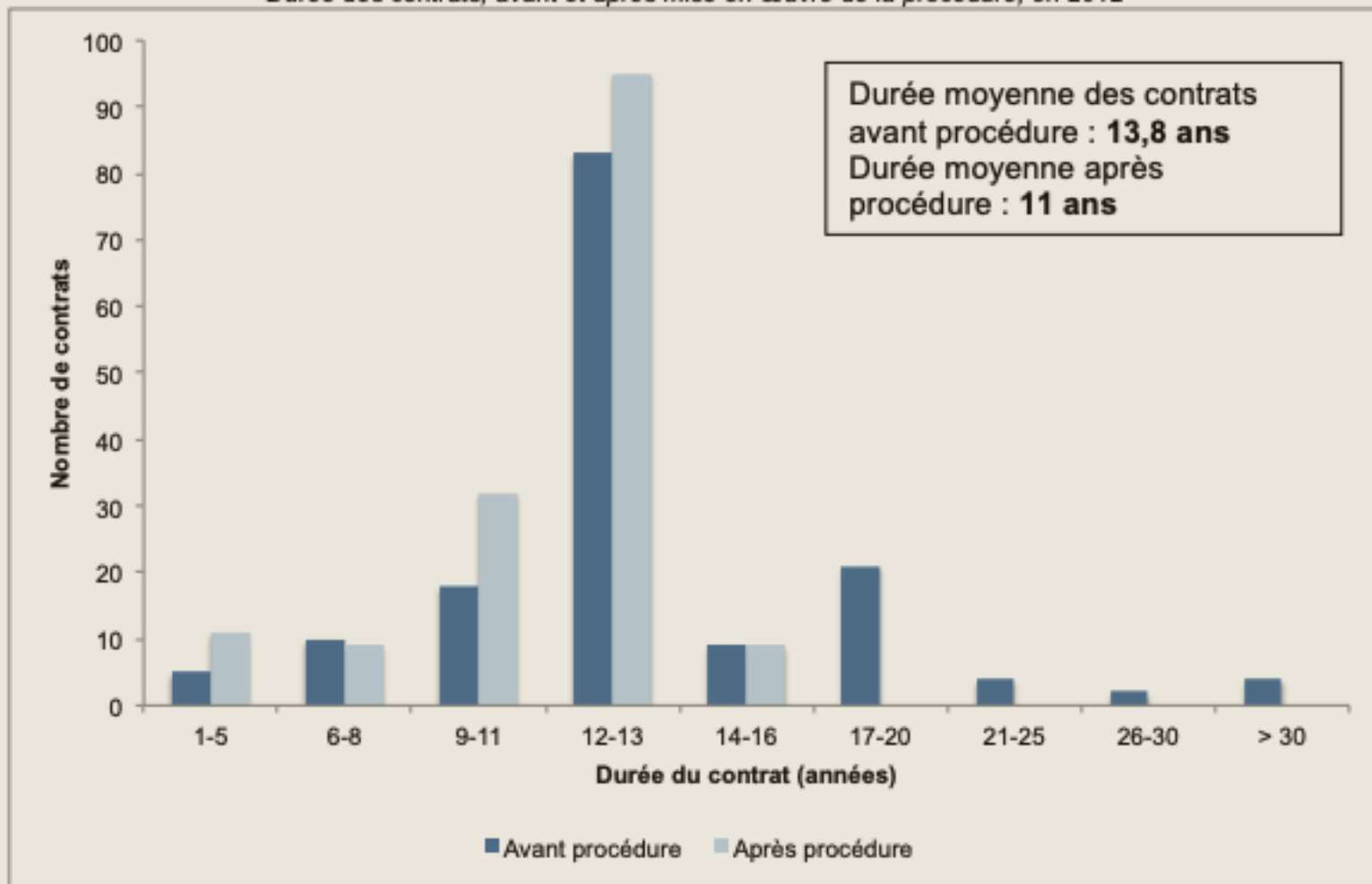
Durée moyenne des
contrats avant procédure
: **10,8 ans**

Durée moyenne après
procédure : **8,4 ans**



Population de contrats dans l'enquête 2012

Durée des contrats, avant et après mise en œuvre de la procédure, en 2012





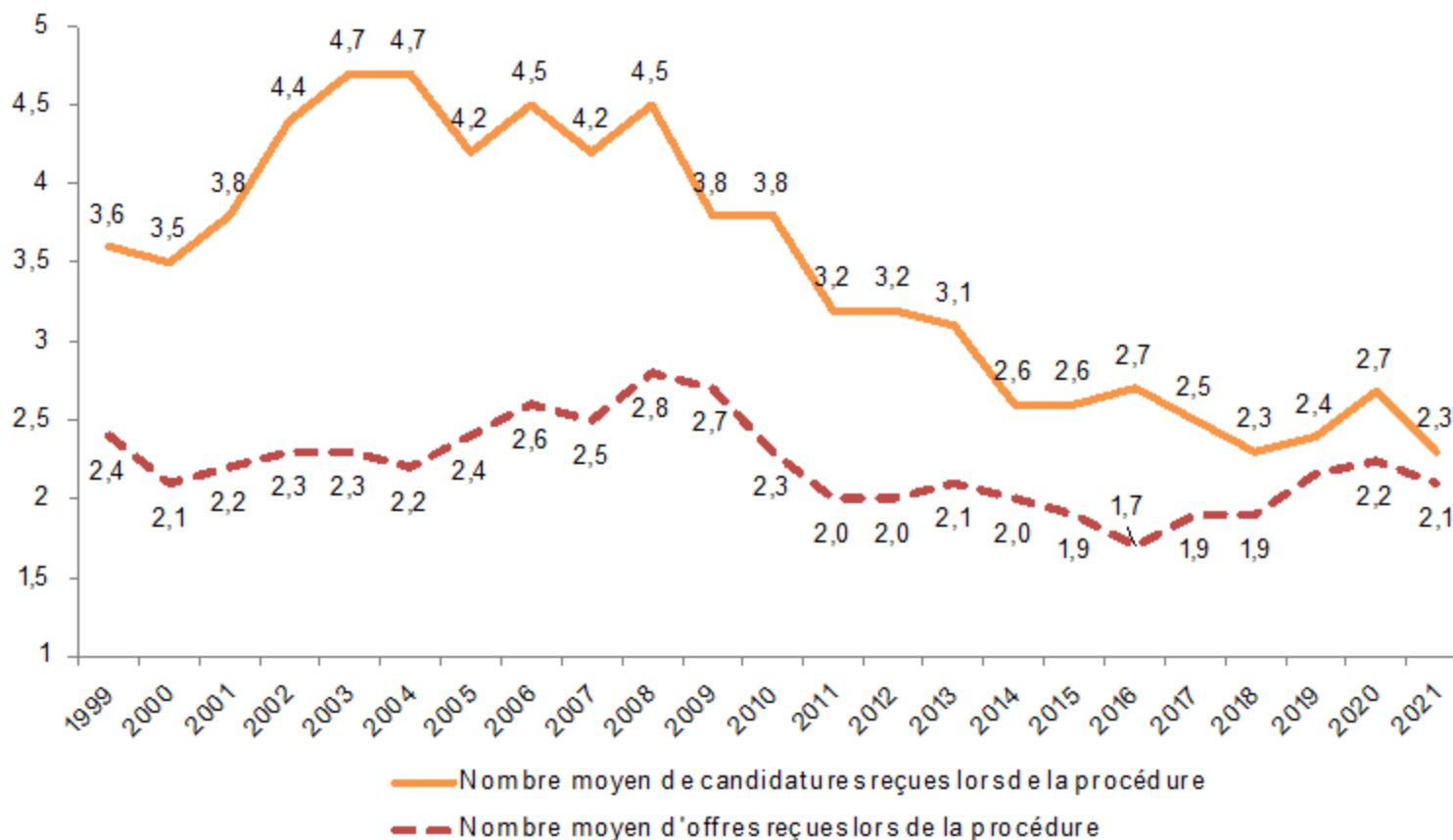
3. Enquête 2021 : autres évolutions dans les contrats

- Evolution de l'assiette prévisionnelle de facturation :
 - sur la durée du nouveau contrat (sur 33 contrats) :
 - à la hausse dans 64% des cas
 - à la baisse dans 27% des cas
 - hausse moyenne prévue de +0,2%/an
 - entre les anciens et les nouveaux contrats (sur 89 contrats) :
 - baisse (-1,8%) en moyenne des assiettes en volume
- La part des charges de renouvellement incombant au délégataire : (sur 79 contrats)
 - stable entre l'ancien et le nouveau contrat à environ 10,5 % du chiffre d'affaires
- Engagements sur la performance : (sur 63 contrats)
 - Objectifs quantifiés de performance dans 84% des nouveaux contrats
 - Dont des pénalités dans 95% des cas, 19% des primes

4. Enquête 2021 : la concurrence (1/3)

Un sentiment de concurrence – mais un nombre de candidatures faible en 2021 et un nombre d’offres au-dessus de 2 depuis 2019

Évolution du nombre de candidatures et d’offres reçues

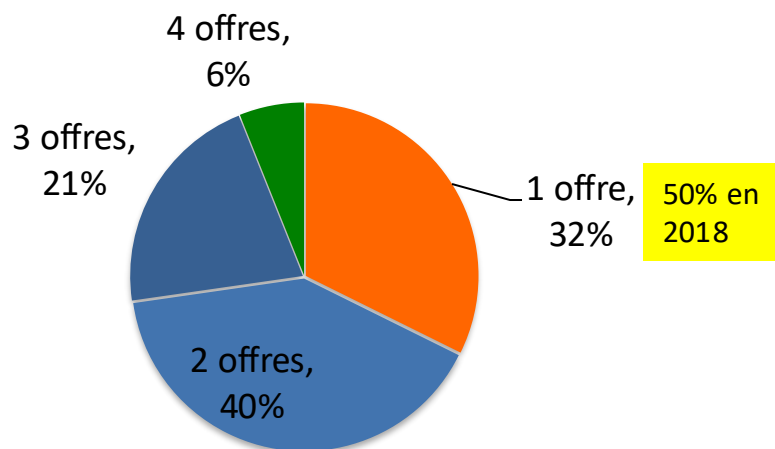




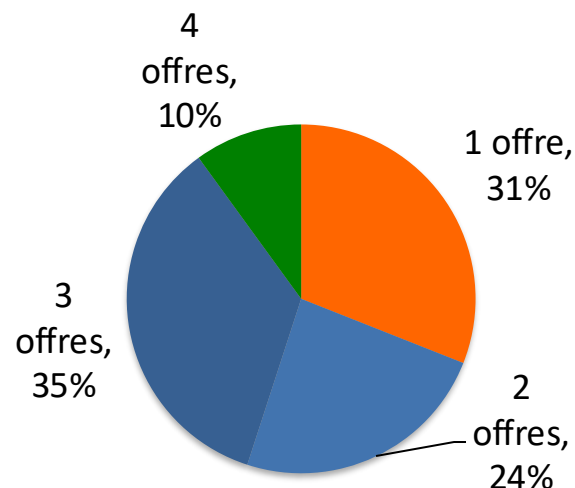
4. Enquête 2021 : la concurrence (2/3)

Une part plus importante de collectivité reçoit plus d'1 offre.

Répartition des services selon le nombre d'offres reçues

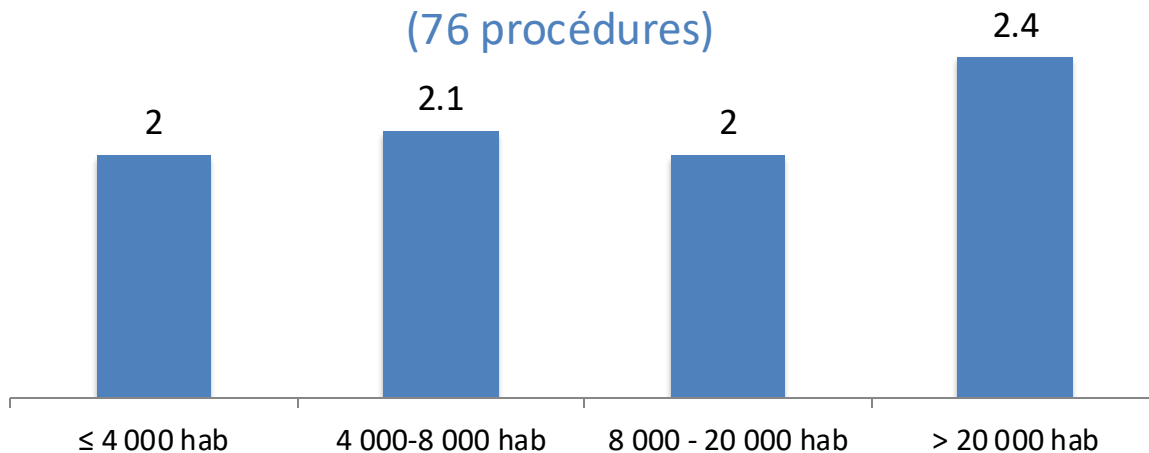


Services de ≤ 10 000 hab.



Services de > 10 000 hab.

Nombre moyen d'offres reçues par taille de service
(76 procédures)



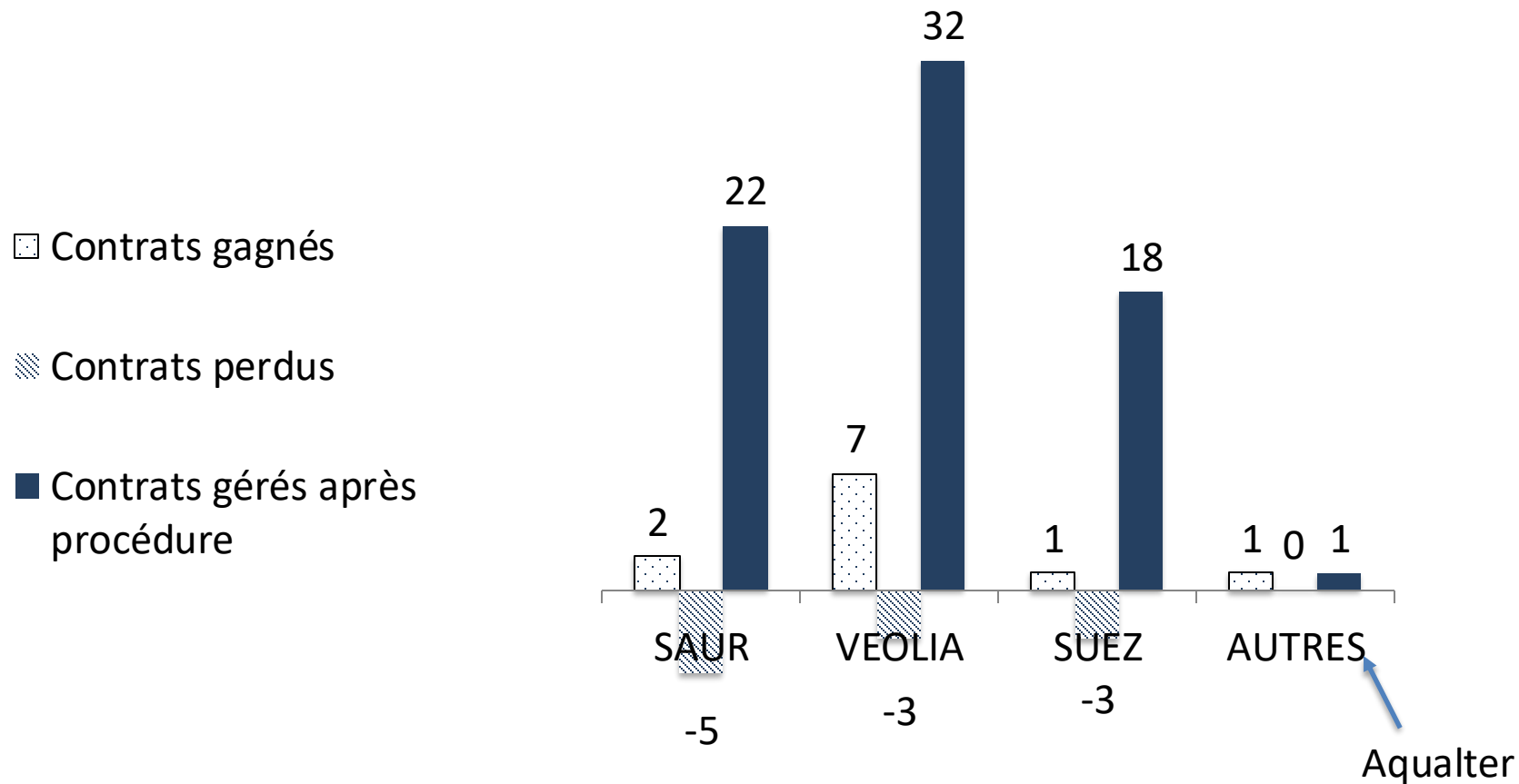


4. Enquête 2021 : la concurrence (3/3)

Un taux de reconduction de 85% dans la moyenne des valeurs observées depuis 1998 (86%).

Solde des contrats gagnés et perdus par opérateur

(à périmètre constant, sur 55 procédures)





5. Enquête 2021 : déroulement de la procédure (1/2)

- La réalisation d'une étude sur les modes de gestion autour de 40% depuis 2014 :
 - réalisée pour 41% des procédures (48% en 2020, 35% en 2019)
- L'occurrence du contentieux reste relativement faible :
 - 6% des procédures (5,5% en 2020, 7% en 2019, 3% en 2018)



5. Enquête 2021 : déroulement de la procédure (2/2)

Le prix et la qualité du service sont les critères systématiquement choisis.

(sur 43 procédures)

Critères (règlement de service)	Pourcentage de procédure où le critère est cité	Pondération maximale
prix	100%	60%
qualité du service	93%	70%
engagement sur la performance	44%	40%
critères environnementaux	21%	25%
critères sociaux	5%	20%
critères relatifs à l'innovation	0%	0%

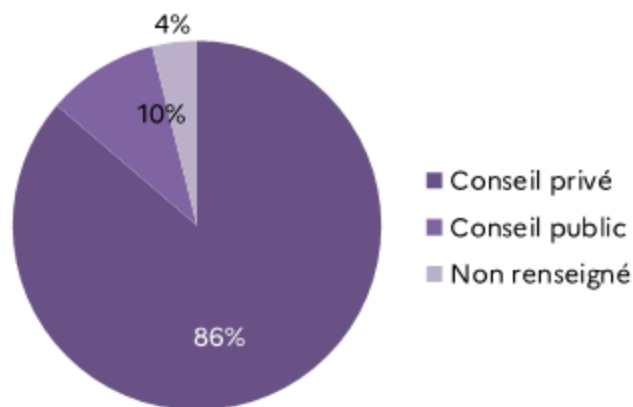


5. Enquête 2021 : conseil

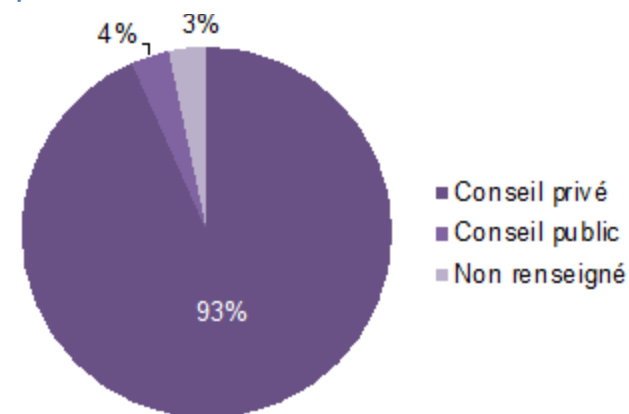
Un conseil public plus faible pour les moins de 10 000 habitants (22% en 2020, 17% en 2019, 20% en 2018).

Répartition des procédures selon le conseil

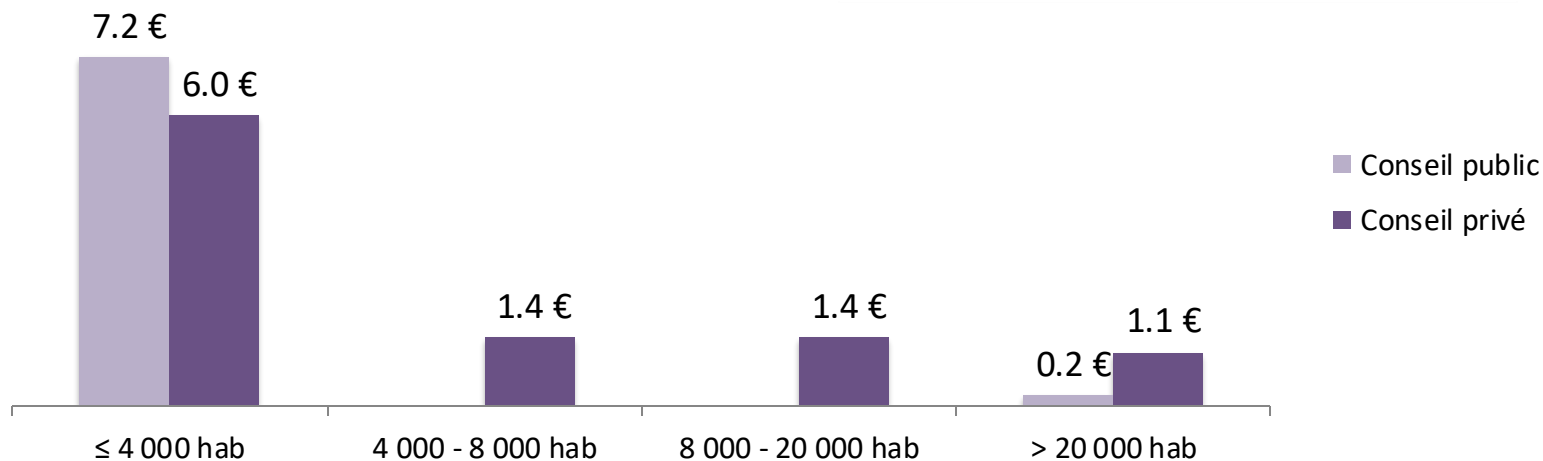
moins de 10 000 habitants



plus de 10 000 habitants



Prix moyen de la prestation par organisme de conseil par habitant





A retenir de l'enquête 2021 : la confirmation de tendances observées ces dernières années (1/2)

- Une **diminution de la rémunération des délégataires qui n'est plus systématique et de moindre ampleur**
- Une **diminution de la durée des nouveaux contrats (8,4 ans), plus marquée pour les EPCI-FP (6,5 ans)**
- Un sentiment de concurrence malgré un **faible nombre de candidatures et d'offres, des entreprises sélectives**
- Les **3 principaux opérateurs du secteur** (Veolia, Suez et Saur) détiennent encore la grande majorité du marché
- Une prépondérance du **conseil privé (98% des procédures)** et structuration du conseil public via les ATD et les collectivités



A retenir de l'enquête 2021 : les résultats marquants (2/2)

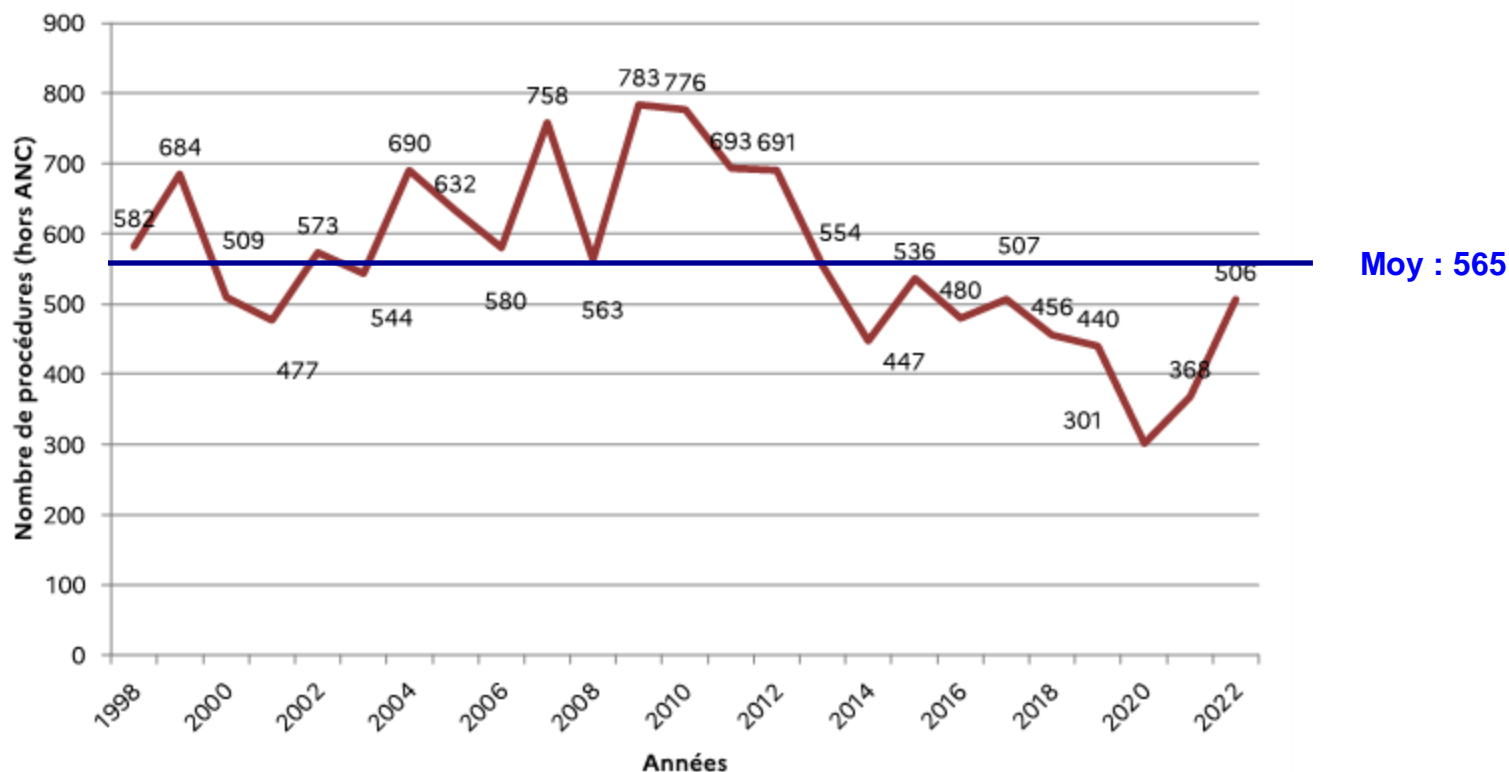
- 3% des procédures concernent des **contrats multiservices**
- Une **diminution de la part délégataire de 0,8%** moins marquée depuis 2017, concentrée sur les services d'eau potable : le critère prix compte mais n'est pas le seul qui permet de remporter un marché, des prix de départ en dessous de la moyenne
- Une **très légère hausse des assiettes de facturation** dans les nouveaux contrats (0,2% /an)
- **Pas de nouveaux contrats de plus de 15 ans** : des investissements portés par les collectivités
- **Primes à la performance** en plus des pénalités prévues aux contrats



Enquête sur les procédures lancées en 2022 (1/4)

506 procédures recensées.

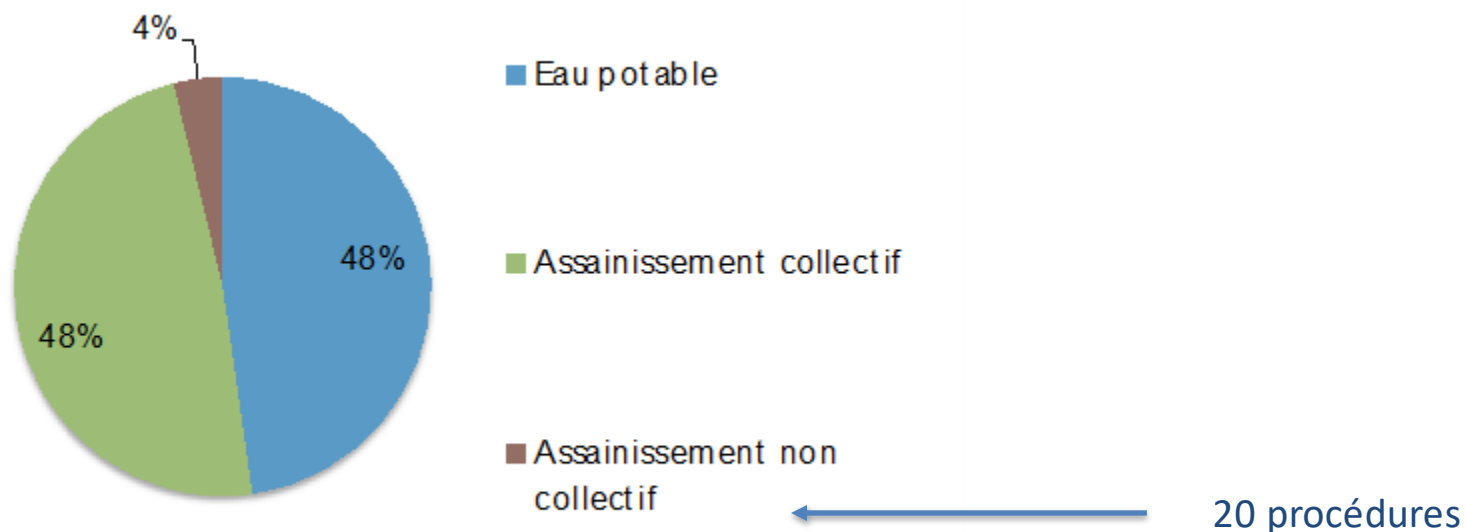
Un nombre de procédures qui **remonte** depuis 2021 après une longue période de baisse.





Enquête sur les procédures lancées en 2022 (2/4)

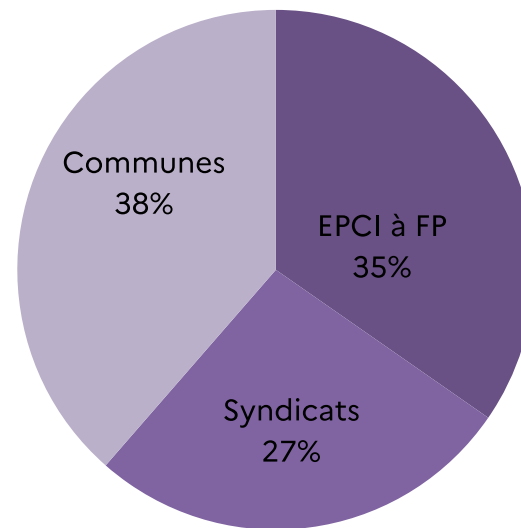
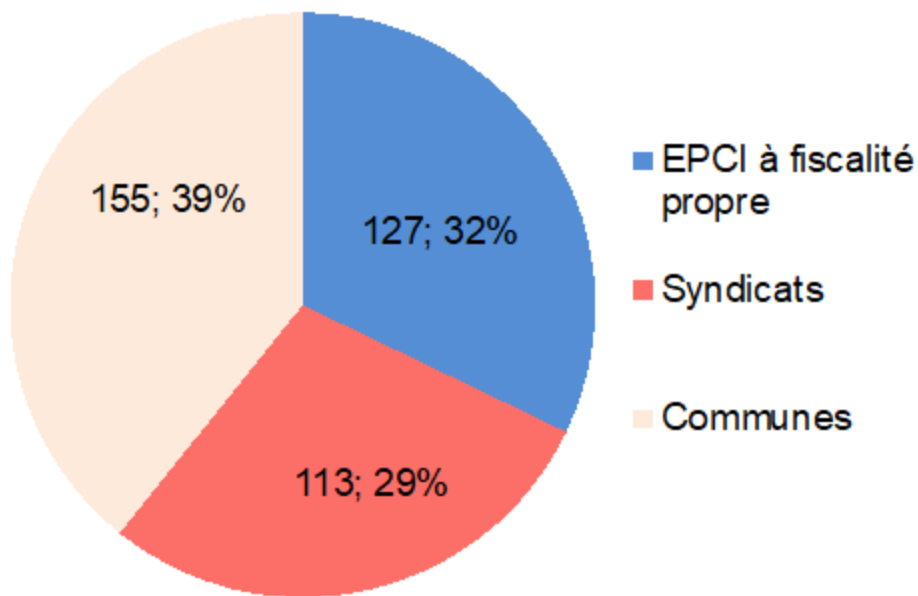
Répartition des procédures par type de service





Enquête sur les procédures lancées en 2022 (3/4)

Répartition des procédures par type de collectivité : une baisse de la proportion de syndicats au profit des EPCI-FP.



Chiffres de 2021



Enquête sur les procédures lancées en 2022 (4/4)

Répartition géographique des collectivités ayant lancé une procédure en 2022

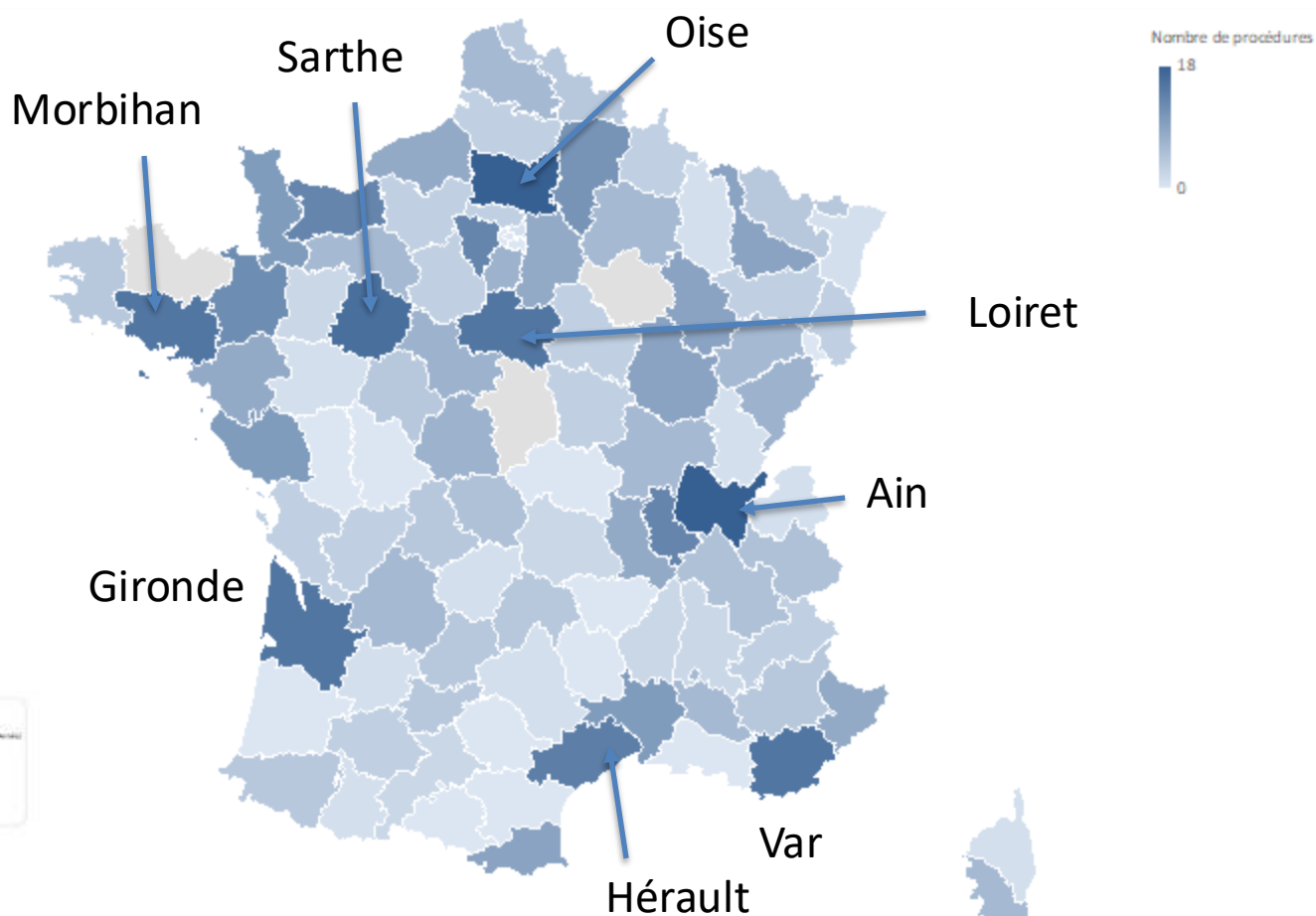


Rapport SISPEA données 2022, p 38



Source: Sispea (OFIS - DDTM/DREAF/IDEAL - Collectivités - Données 2020 (2022))

Rapport SISPEA données 2022, p 29



Avec Bing
© Geo Names, Microsoft, TomTom



Pour en savoir plus :

<https://www.services.eaufrance.fr/panorama/rapports>

<https://www.agroparistech.fr/lecole/departements-formation-recherche/sciences-ingenierie-agronomiques-forestieres-leau-lenvironnement-siafee/ufr-sciences-ingenieries-leau-eau/observatoire-delegations-service-public-dsp>